

## ARRETE MUNICIPAL N° A.2024.G.242

**Portant autorisation d'une vente au déballage organisée par  
« Les Amis de Viuz-Faverges » à la salle polyvalente  
Le dimanche 25 août 2024  
commune de Faverges-Seythenex**

**Le Maire de la Commune de Faverges-Seythenex,**

- VU** La loi N° 2008 / 776 du 04 août 2008 de modernisation de l'économie et notamment son article 54 ;
- VU** Le Décret N°2009-16 du 07 janvier 2009 relatif aux ventes au déballage et pris en application de l'article L.310-2 du Code de Commerce ;
- VU** L'arrêté ministériel du 09 janvier 2009 relatif à la déclaration préalable des ventes au déballage ;
- VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** Le Code du Commerce et notamment les Articles, L.310-2, L.310-5, R.310-8, R.310-9 et R. 310-19 ;
- VU** Le Code Pénal et notamment les articles R.321-1, R.321-7 et R.321-9 ;
- VU** La déclaration préalable à une vente au déballage en date du 31 mai 2024, formulée par Monsieur PICCAMIGLIO Alain, Président des Amis de Viuz-Faverges et relative à l'organisation d'une vente au déballage à la Salle Polyvalente, le dimanche 25 août 2024.

### ARRETE

- ARTICLE 1 :** Monsieur PICCAMIGLIO Alain, Président des « Amis de Viuz-Faverges » est autorisé à organiser une vente au déballage dans la salle polyvalente de Faverges, le dimanche 25 août 2024.
- ARTICLE 2 :** Toute publicité relative à cette vente doit mentionner la date et l'auteur de l'autorisation, la période pour laquelle elle a été délivrée ainsi que l'identité et la qualité du bénéficiaire.
- ARTICLE 3 :** Toute fausse déclaration préalable de vente au déballage constitue un faux et usage de faux passible de peine d'amende et d'emprisonnement prévue à l'article 441-1 du Code Pénal. Par ailleurs, le fait de procéder à une vente au déballage sans la déclaration préalable ou en méconnaissance de cette déclaration est puni d'une amende de 15 000,00 €uros suivant l'article L.310.5 du Code de Commerce.
- ARTICLE 4 :** L'organisateur devra prendre en charge la sécurité du lieu de la tenue de la manifestation.

**ARTICLE 5 :** Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Grenoble peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de la plus tardive des dates suivantes :

- Date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Maire de Faverges-Seythenex, Monsieur le Chef de Service de Police Municipale principal de première classe, Responsable du poste de Police Municipale, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Faverges-Seythenex, Madame la Responsable des Services Techniques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté devenu exécutoire compte-tenu de la publication le : <b>10 JUIN 2024</b> Notifié à l'entreprise le : <b>10 JUIN 2024</b>	Fait le 06 juin 2024 Pour le Maire de Faverges-Seythenex, L'Adjoint Délégué,   <b>Georges VIGNIER</b>
--	---

**Destinataires :**

* Monsieur le Préfet de Haute-Savoie	1	* M. Gaillard	1
* Gendarmerie	1	* Mme Brassoud	1
* Direction Générale des Services	1	* M. Vignier	1
* Services Techniques	1	* Mme Dumont-Thiollière	1
* Police Municipale	1	* Mme Beaumont	1
* Affichage-Presses-Communication	1	* M. Brachet	1
* Registre	1	* Mme Boisson	1
* CCSLA	1	* M. Portier	1
* CCIHS	1		
* Monsieur Piccamiglio Alain	1		